



Revue européenne des migrations internationales

vol. 32 - n°2 | 2016

Former des élites : mobilités des étudiants d'Afrique au nord du Sahara dans les pays de l'ex-bloc socialiste

Éditorial

Michèle Leclerc-Olive



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/remi/7756>

DOI : [10.4000/remi.7756](https://doi.org/10.4000/remi.7756)

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2016

Pagination : 7-12

ISBN : 979-10-90426-27-6

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Michèle Leclerc-Olive, « Éditorial », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 32 - n°2 | 2016, mis en ligne le 01 septembre 2016, consulté le 18 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/remi/7756> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.7756>

© Université de Poitiers

Éditorial

❖ Michèle Leclerc-Olive¹

Les enquêtes à l'origine des quatre articles rassemblés dans ce dossier ont pour ambition d'éclairer la contribution de certains pays de l'ex-bloc socialiste à la formation des élites étudiantes venant de pays de l'Afrique au nord du Sahara.

Sans entrer dans le détail des argumentations déployées lors des enquêtes menées dans le cadre d'un programme de recherche, « *Élites Africaines formées dans les pays de l'ex-bloc socialiste* »², on soulignera qu'après près de quatre ans de travaux, aucun consensus n'a pu être trouvé quant aux termes à employer pour désigner le champ socio-historique et politique exploré. La pluralité des approches, que nous avons voulu sauvegarder dans ce dossier, reflète cette difficulté que l'on retrouve dans le titre même.

L'usage de chaque mot, ou presque, est discutable, voire très discuté. Passons pour le moment sur les termes « mobilité » ou « élite » dont les enjeux n'intéressent que la communauté des chercheurs en sciences sociales ou presque. Parler d'« étudiants » pourrait laisser entendre que l'on ne se soucie ici que du public des universités ou des formations supérieures (elles-mêmes comportant plusieurs niveaux) ; en fait, les « stagiaires », les individus, salariés ou non, envoyés se former dans une entreprise du pays d'accueil, souvent pour un temps beaucoup plus court, sont pris en compte dans certains articles comme celui d'Amélie Regnaud qui étudie la formation des Égyptiens en RDA entre 1969 et 1989.

Nommer l'origine géographique de ces étudiants/stagiaires est un problème qui déborde largement le champ académique : Maghreb, Afrique du Nord, Proche-Orient, etc. Aucune de ces appellations, chargées d'histoire et d'enjeux politiques ne permet de désigner exactement la région d'Afrique sur laquelle portent les enquêtes. Constantin Katsakioris, qui travaille à partir des archives moscovites, analyse des données portant sur les « pays arabes³ », car ces archives ont réparti leurs documents selon cette classification, séparant de fait

1 IRIS/EHESS, 190-198 avenue de France, 75244 Paris cedex 13 ; michele.leclerc-olive@ehess.fr

2 Le programme ELITAF, *Élites Africaines formées dans les pays de l'ex-bloc socialiste*, lancé en juin 2012, était co-dirigé par Monique de Saint-Martin, Patrice Yengo et Michèle Leclerc-Olive. Il fut financé principalement par la Fondation Maison des Sciences de l'Homme. Le sous-titre – *Histoires, biographies, expériences* – indiquait les trois niveaux d'analyse du projet. Près d'une centaine de chercheur(e)s y ont participé, apportant chacun(e) sa connaissance d'un terrain, ses habitudes méthodologiques, ses questionnements, ses croyances.

3 Cette catégorie inclut le Soudan, mais exclut la Mauritanie et l'Iran !

les pays du nord du continent, de l'Afrique subsaharienne. Nous avons retenu finalement « l'Afrique au nord du Sahara » pour spécifier la région concernée. Il paraissait important d'adopter une notion proprement géographique (et non linguistique). Mais il doit être clair que l'usage de cette expression n'a pas d'autre but que de situer approximativement les pays d'origine des étudiants/stagiaires dont il est question dans les articles.

Ensuite, situer les pays de formation dans l'« ex-bloc socialiste » veut éviter ici toutes les polémiques soulevées de fait par les différentes nominations : ex-bloc communiste, ex-bloc soviétique, pays de l'Est, ex-bloc socialiste ; autant d'expressions donc qui évoquent des problématiques politiques et idéologiques avant même que l'argumentation ne soit déployée. Il nous a semblé que « l'ex-bloc socialiste » indiquait qu'aucune exclusive n'était prononcée : URSS, pays d'Europe de l'Est, Cuba, Chine, etc. Toutes les offres de formation, qu'elles soient ou non insérées dans des conventions plus larges incluant des accords militaires, économiques ou culturels, font partie du corpus de la recherche.

À ce titre, l'article de Carmen Gómez Martín qui restitue l'histoire tragique de la coopération entre Cuba et le Front Polisario (Sahara occidental) nous rappelle que les pays considérés un peu rapidement comme de simples opérateurs ancillaires de l'URSS menaient en fait leur propre politique – parfois même bien différente de celle souhaitée par le « grand frère soviétique ». Cette politique soviétique elle-même, souvent dictée par ce complexe obsidional qui marqua la politique extérieure de l'URSS, bien au-delà de la mort de Staline, connaît néanmoins des infléchissements dont il faut tenir compte : la politique de coexistence pacifique marque un tournant qui invite à scinder la période de « guerre froide » en plusieurs séquences. Par ailleurs, l'article de Kamal Mellakh sur la formation des médecins et pharmaciens marocains en URSS puis en Russie partage avec le texte de Carmen Gómez Martín la particularité de poursuivre l'analyse jusqu'à une époque récente, bien au-delà de l'effondrement de l'URSS. Ceci explique l'absence d'indication calendaire dans le titre du dossier.

La pluralité des caractéristiques spatio-temporelles des recherches exposées ici est à l'image de la complexité de ce vaste champ de recherche. Quelques publications ont commencé d'en restituer les travaux⁴, sans pour autant épuiser l'abondance de données. Les quatre articles que la revue publie ont surtout pour fonction d'informer, de redonner place à la mémoire d'une période de l'histoire pourtant bien proche où les futures élites dont le pays avait besoin, portaient se former, non seulement dans les anciennes métropoles, mais aussi dans les « pays frères ». En livrant ainsi quelques résultats d'enquête, ce dossier souhaite en même temps ouvrir la discussion sur certains clichés qui font écran à la compréhension des réalités socio-politiques de cette période historique et des mobilités internationales d'une nouvelle élite estudiantine destinée à gérer leur pays.

Quel que soit le type de régime que les jeunes États d'Afrique (et parmi eux les pays étudiés dans ce dossier) ont cherché à mettre en place au lendemain des indépendances, tous furent confrontés au difficile problème de rompre

4 Saint-Martin Monique de, Scarfo Ghellab Grazia et Mellakh Kamal (Dirs.) (2015) *Étudier à l'Est. Expériences de diplômés africains*, Paris, Karthala, 300 p.

la logique coloniale tout en jetant les bases d'un système politique et économique susceptibles de répondre aux idéaux qui avaient guidé les leaders dans leur action politique de libération. Si les discours anti-coloniaux sont faciles à formuler, il est beaucoup plus ardu de concevoir le train de mesures à prendre pour tout à la fois s'émanciper des liens économiques avec les entreprises françaises et améliorer le niveau de vie, souvent bien bas, des populations.

« Décoloniser l'économie », telle était la question majeure que les nouveaux dirigeants politiques avaient à affronter. Cette question, cependant, n'éclipsait pas un autre défi hérité lui aussi de la colonisation : le déficit patent de cadres diplômés de niveau supérieur et de manière plus large le faible niveau d'instruction des populations. En effet, non seulement les élites locales formées par les métropoles étaient fort peu nombreuses, mais le départ des experts occidentaux (français, belges ou britanniques notamment) au lendemain de la rupture des relations coloniales, a créé un vide qu'il fallait impérativement combler, sauf à mettre en péril l'indépendance politique elle-même.

Mais, si la majorité des demandes de formation adressées aux pays de l'ex-bloc socialiste ont été formulées au lendemain des indépendances, il ne faudrait pas oublier que l'appui fourni par les pays de l'ex-bloc socialiste, y compris en matière de formation, l'a été aussi parfois aux mouvements de libération, avant l'indépendance politique. En témoigne l'article de Carmen Gómez Martín qui rappelle le soutien que Cuba a apporté au Front Polisario. Mais ce fut le cas également de l'URSS, bien que de manière plus discrète à l'égard de l'Algérie.

La diversité des expériences restituées dans ce dossier (une génération d'étudiants sahraoui se formant à Cuba puis migrant en Espagne ; des étudiants marocains partant faire leurs études dans les pays de l'Est ; des étudiants arabes qui sont formés en Union soviétique et enfin des Égyptiens dont la destination est la RDA), la nature des destinataires (État, syndicats, partis, mouvements de libération, etc.), des programmes d'appui (technique, économique, de formation, etc.), des populations concernées, donnent à lire des situations complexes et constituent autant de pistes de recherche à poursuivre que les auteurs ont cependant largement ouvertes dans leurs articles. Nous en retiendrons trois.

Une histoire oubliée

Qui se souvient aujourd'hui que les deux Allemagne n'ont été pleinement reconnues à l'ONU qu'en 1973 ? Du rôle de l'Algérie qui sous Ben Bella accueillait et aidait la plupart des mouvements de libération, lesquels avaient leur représentation à Alger ? Que Brazzaville fut une autre plaque tournante des mouvements de libération ? Ce ne sont là que quelques exemples d'un contexte marqué par ailleurs par des événements importants qui ont aujourd'hui perdu leur tranchant, devenant des squelettes sans promesses. La liste des oublis est longue. La guerre d'Algérie, celle du Vietnam, les indépendances et les reconstructions nationales, la Conférence tricontinentale, les mouvements étudiants des années 1960, etc.

Cet oubli n'est sans doute pas étranger aux événements historiques et géopolitiques qui ont marqué les années plus récentes ; l'effondrement de

l'URSS constitue un tournant dans les relations internationales, mais aussi dans les imaginaires politiques et les grilles d'observation de l'évolution du monde. Si les catégories d'analyse simplificatrices en vigueur durant la guerre froide s'avèrent obsolètes pour penser les temps historiques qui en sont issus, elles se révèlent également après coup redoutablement inappropriées pour comprendre rétrospectivement la complexité des dynamiques politiques à l'œuvre depuis l'époque des premières indépendances africaines et les espoirs qui l'ont accompagné. Tout se passe comme si aujourd'hui la problématique des blocs avait éclipsé le rôle de l'Algérie et de Cuba dans la circulation des idées et des leaders de mouvement de libération au cours des années 1960 et même au-delà de l'effondrement de l'URSS.

Redonner vie à ces pans d'histoire souvent oubliés, c'est aussi revenir sur les certitudes et les attentes qui occupaient les esprits. Attentes, suivies de déceptions aussi intenses que les espoirs qui les ont précédées bien sûr chez les jeunes. C'est aussi sans doute, réexaminer les grilles d'analyse, le vocabulaire, le prisme au travers duquel nous décrivons ce passé, grilles qui paradoxalement, pourraient bien contribuer à rendre ce passé encore plus étranger.

Réviser les catégories d'analyse ?

Par exemple, et cette question est loin d'être anecdotique, la notion de « bloc », n'emporte-t-elle pas avec elle une représentation du monde et de ses relations géopolitiques qui entravent la compréhension des politiques complexes tant des pays africains que du monde arabe, comme le suggèrent les études publiées dans ce dossier⁵ ?

On notera, par exemple, qu'au tournant des années 1960, ce ne sont pas deux blocs, mais quatre types d'acteurs – au moins – qu'il convient de distinguer dès lors qu'on cherche à comprendre ce pan d'histoire à partir des pays africains et de leurs mouvements de libération. Certes, on a affaire aux deux grandes puissances autour desquelles gravite une sphère d'acteurs, étatiques ou non (et dont il ne faudrait pas surestimer l'allégeance), mais on a également affaire aux anciennes métropoles, comme la France, qui jouent une partition spécifique, autonome le plus souvent de celle des USA. De plus, au-delà de ces quatre types d'acteurs, on ne peut faire abstraction de la présence dans les pays occidentaux de forts mouvements politiques opposés, au moins en apparence, aux politiques développées par leur gouvernement. Par exemple, on ne peut comprendre la politique économique guinéenne des années 1960, si on fait abstraction des liens étroits entre le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) et le Parti Communiste Français (PCF), et plus finement encore, si l'on ignore les rivalités historiques entre le PCF et la SFIO socialiste de l'époque. On pourrait même dès lors être tenté de renoncer à l'expression « ex-bloc socialiste » au profit d'une notion plus large encore, comme celle de monde socialiste. Mais cette remarque ne réduit pas la nécessité de mener des enquêtes historiques et anthropologiques au cas par cas, entreprise à laquelle ce dossier entend contribuer.

⁵ Cette prudence méthodologique n'implique pas qu'on renonce in fine à valider cette épistémologie dichotomique, mais elle aura alors le statut d'une thèse argumentée et non celui d'un a priori non discuté.

De même, sans doute est-il prudent de ne pas identifier trop rapidement la période khrouchtchévienne de coexistence pacifique à celle de la « guerre froide » proprement dite qui l'a précédée. Dès 1958, pour attirer la sympathie des États africains quel que fut leur régime, le représentant de l'URSS à la conférence économique des pays asiatiques et africains qui s'est tenue au Caire, expose l'offre soviétique de coopération :

« Nous pouvons construire pour vous une entreprise industrielle ou de transport, un institut scientifique ou d'enseignement, un hôpital, un établissement culturel, tout ce dont vous avez besoin. Nous pouvons vous envoyer nos spécialistes ou accueillir les vôtres. Nous pouvons vous envoyer nos professeurs, ou accueillir vos étudiants dans nos établissements d'enseignement ; agissez comme vous voulez. Dites-nous ce dont vous avez besoin et nous vous aiderons... Nous ne cherchons aucun avantage, profit, privilège, concession, etc. Nous ne vous demandons ni d'entrer dans un bloc de pays, ni de changer de gouvernement ou de politique intérieure ou extérieure. Nous pouvons vous accorder le soutien comme on le ferait à son frère, car nous savons nous-mêmes comme il est difficile de se délivrer de l'indigence. Notre seule condition est qu'il n'y ait pas de condition »⁶ (extrait du rapport de A. Arzumanân au Secrétariat du Comité central du PCUS, 1958, cité par Bartheney, 2007 : 67).

Cette nouvelle image « de puissance tolérante envers toutes formes d'anti-impérialisme et respectant l'esprit de Bandung » sut plaire à de nombreux dirigeants africains. Elle s'accorde avec la politique de coexistence pacifique du dirigeant du Kremlin, qui veut ainsi rompre avec les tensions de la guerre froide. À cette date, l'Algérie est au plus fort de la guerre de libération, le Maroc et la Tunisie ont déjà obtenu leur indépendance politique. Mais en 1967, l'Algérie fera l'expérience à ces dépens de la priorité accordée par l'URSS à ses bonnes relations avec les USA, au moment de la guerre des Six Jours. À cette date, Brejnev a remplacé Khrouchtchev à la tête du Kremlin et en Algérie, Boumédiène a remplacé Ben Bella depuis plus de trois ans. C'est déjà une autre époque. Mais, comme l'écrivent Gridan et Le Boulanger, « la guerre des Six Jours provoque [...] une prise de conscience algérienne : la détente est et demeure le premier objectif de la diplomatie soviétique, le soutien militaire apporté aux pays arabes ne pouvant en aucun cas se traduire par une intervention directe à leurs côtés. C'est pourquoi l'Algérie cherche à partir de cette date à prendre des réassurances auprès de partenaires occidentaux en diversifiant ses fournisseurs⁷, tout en refusant scrupuleusement les volets de la coopération militaire ayant trait de près ou de loin à sa souveraineté » (Gridan et Le Boulanger, 2007 : 40)⁸.

Cet épisode illustre la complexité et l'historicité des relations entre les pays d'Afrique et ceux de l'ex-bloc socialiste, et suggère la richesse promise par des recherches comme celles publiées dans ce dossier.

6 RGANI, 5/30/272. P. 218-219 (Archives du Comité Central du PCUS). Arzumanân A. au Secrétariat du Comité Central du PCUS. Rapport de la délégation soviétique à la Conférence du Caire (8-11 décembre 1958). Cité par Bartenev Vladimir (2007) L'URSS et l'Afrique Noire sous Khrouchtchev, *Outre-Mers*, 95 (354-355).

7 Par exemple, des militaires algériens approchent à ce moment-là des entreprises françaises susceptibles de leur fournir les pièces détachées livrées jusqu'alors par l'URSS.

8 Gridan Irina et Le Boulanger Gaëlle (2007) Les relations entre l'Algérie et l'URSS, de l'Indépendance aux années 1970, *Outre-Mers*, 94 (354-355), pp. 37-61.

Qualifier ces coopérations

Cet excursus historiographique confirme l'idée que ce dossier ne constitue que l'ouverture d'un vaste chantier. Le détour par des études de cas dissuade à juste titre de subsumer trop rapidement les différentes séquences historiques de ces États impliqués dans ces politiques de formation. En particulier des études comparatives portant sur les politiques à l'œuvre avant et après la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS, devraient permettre d'associer aux différentes formes d'internationalisme, des pratiques politiques et des projets moins évasifs et plus clairement évocateurs, permettant ainsi de remettre en mouvement la réflexion sur l'avenir du monde.

Il est par ailleurs, le plus souvent difficile d'isoler les programmes de formation des accords pluridimensionnels signés avec les pays africains. On a affaire à des transactions complexes lorsqu'il s'agit de l'URSS ou de certains pays d'Europe de l'Est, où s'imbriquent le souci de reconnaissance internationale – ce fut le cas par exemple de la RDA –, des préoccupations géopolitiques ou militaires – l'importance de l'aide accordée par l'URSS aux pays du Moyen-Orient comme l'Afghanistan par exemple – et des ambitions économiques, notamment depuis le début des années 1990. Cette complexité et ses mutations parfois soustraites aux regards par les segmentations disciplinaires devraient permettre de comprendre comment cette période historique a façonné notre présent.

Enfin, une étude minutieuse des données quantitatives disponibles permettrait de revisiter certaines analyses, trop souvent étayées par des statistiques insuffisamment documentées. Par exemple, si on rapporte à la taille de la population ou au nombre de bacheliers, les effectifs bruts des flux d'étudiants et stagiaires partant des pays au nord du Sahara pour se former dans les pays de l'ex-bloc socialiste, les variations entre pays sont considérables. On ne peut donc se contenter d'analyser la politique soviétique en termes purement idéologiques⁹, comme l'a fait la CIA à la fin des années 1980¹⁰.

Néanmoins, à cette étape de la recherche, compte tenu de notre contexte épistémologique qui tend à renvoyer dans les marges les expériences des vaincus, il nous semble fécond, avant même d'interroger les chaînes de causalité qui ont conduit à notre présent, de revenir sur ces fragments d'histoire qui surprennent, étonnent, dérogent aux clichés contemporains. Ce « saut du tigre » vers le passé constitue également un préalable pour retrouver les imaginaires qui animèrent les acteurs, élites et militants, et leurs projets.

La formation des élites africaines et de l'ouest de l'Asie dans les pays socialistes est donc tout à la fois un objet de recherche en soi et un analyseur de cette période historique qui a configuré notre monde actuel.

9 On aurait dû pouvoir vérifier, dans ce cas, une certaine proportionnalité entre l'effectif des flux et la taille des populations. Voir <https://riae.hypotheses.org/207>

10 Rédigé en 1989, un document de la CIA, *Moscow's Third World Educational programs: An Investment in Political Influence*, a été déclassifié dix ans plus tard. Voir https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/DOC_0000500645.pdf